



NON AU MÉPRIS POUR SEULE RÉCOMPENSE !

Paris, le 21 décembre 2023

C'est tellement plus simple de dire toujours « OUI ». Le « OUI » serait la seule voie, un choix de raison et de respect ! Mais vis à vis de qui, de la direction ou des salariées ?

À l'opposé, le « NON », s'apparenterait à la résistance et sonnerait le commencement des négociations. Le « NON » rompt l'échange avec le moins disant social et incite à tourner définitivement le dos aux miettes et au chantage à la signature.

Dire systématiquement « OUI » à toutes les propositions indécentes des dirigeants est un piège et un véritable danger. Il habitue la direction à ne jamais dire « OUI » aux revendications des organisations syndicales. Le « OUI » à la signature à chaque NAO permet aux présidents des Caisses d'Épargne et BPCE d'assoir leurs politiques salariales minimalistes, et faire croire à leur funeste dialogue social...

Et ce n'est pas Madame LAFURIE qui dira le contraire en trouvant à ses côtés encore une fois le « OUI » des deux mêmes syndicats !

Dans l'intérêt des salariées, nul besoin de trouver des signataires pour avaliser les souhaits de la direction.

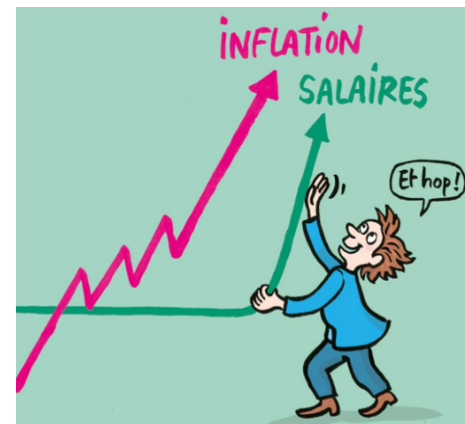
« MA PROPOSITION ME PARAÎT DE BONNE FACTURE »

Voilà ce qu'ose dire Béatrice LAFURIE en NAO de branche CE, membre du directoire de BPCE... Pour une dirigeante qui s'est vue augmentée de 120 000 € en 2022, soit 218 fois le plafond des 550 € prévus pour les plus bas salaires, fallait oser !

BPCE PROPOSE 1,7 %, LES SALARIÉES MÉRITERAIENT 5 FOIS PLUS !

Le résultat de la NAO est une nouvelle fois sans appel : une baisse constante de notre pouvoir d'achat avec un énorme décrochage entre les revalorisations générales des salaires et l'inflation galopante.

- 1,7% d'augmentation générale de salaire avec un plancher de 550 € : en 2024 l'inflation devrait s'établir à 4,8% selon l'INSEE !
- Entre 2021 et 2024, les dirigeants auront donc octroyé aux salariées 5,3% d'augmentation pour environ 17,4% d'inflation ! En 4 ans, les « syndicats dits responsables » auront entériné de part leurs signatures plus de 12% de baisse de pouvoir d'achat !



ENSEMBLE, AGIR POUR LES SALAIRES ET LE POUVOIR D'ACHAT !

Tous les syndicats auraient dû refuser de signer cet accord du moins disant social et exiger de la direction de revenir avec des propositions salariales décentes à la hauteur des attentes légitimes des salariées et des résultats de l'entreprise. Il existe d'autres solutions comme l'unité et la riposte syndicale face au mépris de la direction !

En signant une nouvelle fois la NAO, la CFDT et le SNE-CGC valident la politique salariale minimaliste de BPCE.

REFUSONS CE SYNDICALISME D'ACCOMPAGNEMENT !

REJOIGNEZ-NOUS POUR PESER SUR LES PROCHAINES NEGOCIATIONS !

